

**REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 13 FEVRIER 2019
EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

L'an deux mil dix-neuf, le treize février à vingt heures, le Conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué s'est réuni au nombre prescrit par la Loi dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Mme FOURNIER Clotilde, Maire.

Date de la convocation : 06/02/2019

Membres présents : Mesdames, Messieurs, **AMBROISE Christian, BONNIN Stéphanie, CHEVALLIER Guillaume, DURAND Emilie, FOURNIER Clotilde, HUGONNIER Christiane, LACOSTE Georges, LIGEROT François, LOUP Jacques,**

Membres excusés : **KIELAR Jean-Jérôme,**

Nombre de membres : exercice : 10 - Présents : 9 - Votants : 9

Secrétaire de séance : *Christiane HUGONNIER*

Objet : Délibération relative à la prescription d'une révision allégée du PLU

Madame le Maire indique qu'il existe un projet de création d'un élevage de volailles. Le projet est d'installer, sur un hectare, un élevage de 1500 volailles de Bresse par an. Cette production nécessitera la mise en place de deux bâtiments d'élevage mobiles de 35 m² chacun.

Le zonage du Plan Local d'Urbanisme actuel ne permet pas l'implantation de ce type d'activité. Il apparaît donc nécessaire de reprendre le zonage de la zone concernée (A : Agricole).

Ces terrains sont actuellement classés en secteur As de la zone A (Agricole) du PLU.

- Le secteur As est un secteur où la construction est strictement encadrée. De fait, « seules Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics »,

Des bâtiments à usage agricole ne peuvent y être admis.

Il est donc nécessaire de faire évoluer le PLU en reclassant ces parcelles en zone A afin que le projet puisse y être autorisé.

Cette évolution ne remet pas en cause le PADD, mais engendrent une réduction d'une « protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels ». Il est donc nécessaire de mettre en œuvre une procédure de révision allégée telle que prévue dans le cadre de l'article L153-31 du code de l'urbanisme qui dispose que :

« Le plan local d'urbanisme est révisé lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide : (...)

3° Soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; »

Cette révision allégée permettra de faire évoluer le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 06/09/2012.

Elle rappelle que, conformément à l'article R104-8 du code de l'urbanisme, le dossier pourra être soumis à évaluation environnementale, s'il en est ainsi décidé par l'autorité environnementale après demande d'examen au « cas par cas ».

Elle indique que, conformément à l'article L103-2 du code de l'urbanisme, l'étude de la révision allégée doit faire l'objet d'une concertation et propose que celle-ci se déroule de la manière suivante :

- La mise à disposition du public d'un dossier présentant l'étude à la Mairie de SAINT SULPICE, accompagné d'un registre destiné à recueillir toute observation du public,
- La mise en œuvre d'une information sur le site internet de la commune
- La mise en place d'une affiche A3 sur les panneaux d'information communale.

Un bilan sera fait à l'issue de cette concertation au moment de la délibération arrêtant le projet de la révision allégée du PLU.

Le Conseil Municipal,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 06/09/2012 qui a approuvé la révision du PLU,

VU le code de l'urbanisme et en particulier les articles L153-31 à L153-34,

Considérant qu'il est opportun pour la commune de prévoir la révision allégée de son Plan Local d'Urbanisme pour permettre une évolution du zonage du PLU.

Entendu l'exposé de Madame le Maire

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, avec 7 voix POUR, zéro voix CONTRE et deux ABSTENTIONS :

- ☐ **décide** de prescrire la procédure de révision allégée du PLU, conformément aux dispositions des articles L153-31 à L153-34 du Code de l'urbanisme,
- ☐ **décide** de soumettre le projet à la concertation (article L103-2 du code de l'urbanisme) pendant toute la durée de son élaboration selon les modalités suivantes :

Un dossier sera mis à disposition du public en Mairie et nourri d'informations au fur et à mesure de l'étude. Il sera accompagné d'un registre permettant de recueillir toutes remarques et observations.

Un espace sera dédié à la révision allégée du PLU sur le site internet de la commune.

Une affiche de format A3 résumant les raisons de la révision avec examen conjoint sera affichée au cours de l'étude. Ce document sera aussi publié sur le site internet de la commune.

- ☐ **autorise** Madame le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à la mise en œuvre de la révision allégée du PLU.

Conformément aux articles L153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée :

- au préfet
- aux présidents du conseil régional et du conseil départemental général ;
- aux présidents de la chambre de commerce et d'industrie, de la chambre de métiers et de la chambre d'agriculture
- au président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du syndicat mixte en charge du SCOT

Conformément aux articles R. 153-20 et R.153-21 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, et d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

Fait à Saint-Sulpice, le 13 Février 2019.

Certifié conforme

Compte tenu de sa réception

En Préfecture, le

Et de sa publication, le

Le Maire,

Pour copie conforme,
Le Maire
Clotilde FOURNIER

